

# Zimbabwe

## Le bien commun aux oubliettes

... Oskar Wermter s.j., Harare (Zimbabwe)

Journaliste, membre du

Conseil des médias indépendants<sup>1</sup>

*Lorsqu'une société n'aspire plus au bien commun mais est seulement exploitée pour le profit d'une clique dirigeante, le pays finit par ressembler à une machine détraquée, à un organisme malade qui contamine tout un chacun. La propagation du sida en est un exemple, comme le montre à travers ce témoignage Oskar Wermter.*

Au Zimbabwe, rien ne marche plus. Le courant est coupé. Les malades sont abandonnés, les enfants n'ont plus de maîtres d'école, l'argent n'a plus de valeur, le pain manque, la police devient criminelle et le chapardage augmente. Chacun lutte pour sa survie, et plus d'un disparaît dans la masse. Ce fut le cas de Rudo Kureva, un membre de notre paroisse.

Cette femme élancée et pleine de vie, qui attirait l'attention par son goût pour des vêtements aux couleurs vives, était la catéchiste la plus zélée de notre communauté. Veuve très tôt, en charge de deux enfants, elle travaillait comme peintre dans un atelier de réparation de voitures. Mais l'inflation folle (officiellement de 4000 %) avait dévoré son salaire et la petite maison qu'elle louait avait été rasée lors de la campagne d'assainissement de 2005. Depuis, elle était perpétuellement à la recherche d'un logement. Or les loyers étaient devenus inabornables à cause de l'inflation.

La paroisse l'a aidée, une fois, lorsque rien n'allait plus. En mars, très calme, elle m'a annoncé qu'elle était séropositive. Je l'ai adressée à un centre AIDS pour un traitement médicamenteux. Et puis, brusquement, elle a disparu. Quelques semaines plus tard, elle m'a appelé du Botswana : elle serait de retour pour Pâques, pour le baptême de « ses » en-

fants. Mais elle n'est pas rentrée. Apparemment, elle avait trouvé du travail et ne voulait pas laisser passer cette chance. Un beau dimanche de mai, le bruit a couru : Rudo était de retour, gravement malade, à l'article de la mort. Une brave femme du Zimbabwe l'avait accompagnée durant le long voyage de Gaborone à Harare. J'ai retrouvé Rudo à l'hôpital, avec une méningite. Bien que confuse, elle m'a reconnu et demandé le sacrement des malades. Elle est décédée le mercredi matin.

Le sida n'est plus une maladie mortelle. Avec des médicaments appropriés, Rudo aurait eu de bonnes chances de pouvoir mener une vie assez normale. Mais la lamentable situation économique du pays l'a poussée à chercher du travail à l'étranger où elle est restée sans défense contre les agents pathogènes. Elle n'a pas été victime d'un destin inéluctable. Il y a des responsables à cette inflation et à ce chômage de 80 % : le gouvernement, un groupe précis et bien défini qui, depuis des années, pillent le pays en dépensant systématiquement plus que ce qu'ils gagnent. Ils se sont

1 • Des journalistes indépendants du Zimbabwe ont lancé en juin passé un Conseil des médias qui cherche à maintenir la déontologie de la profession. Il y a 5 ans, le gouvernement a en effet mis en place une législation des médias très restrictive, limitant la liberté de la presse. (n.d.l.r.)

enrichis du revenu du travail des autres, sans rien produire eux-mêmes. Ces criminels économiques sont coupables de la mort de Rudo et de celles de nombreux autres.

Le combat contre le sida est donc aussi un combat politique : seul un gouvernement qui se sent responsable de ses concitoyens peut assumer cette immense tâche. Pour l'heure, seuls 10 % de ceux qui en ont besoin reçoivent les médicaments appropriés. Dans notre paroisse, des groupes de quartiers ont la mission de dresser des listes d'orphelins du sida en manque d'aide non seulement matérielle, mais aussi humaine et éducative : il y a beaucoup de tensions entre ces enfants et leurs parents nourriciers. Nous devons aussi veiller à ce que moins de mères ne meurent prématurément. Après la messe du mercredi pour les femmes, une infirmière catholique a brièvement parlé du sida. Une jeune femme, déjà veuve, s'est levée pour dire sans honte : « Je suis séropositive », et elle a raconté sa vie : elle va bien actuellement, parce qu'elle prend les bons médicaments. Mais beaucoup refusent encore de reconnaître leur situation réelle et n'acceptent un test que lorsqu'il est trop tard.

## Dénonciation des évêques

A Pâques, les évêques du Zimbabwe ont exposé ouvertement, en toute liberté, les causes de la misère du peuple zimbabwéen : « Très tôt après l'indépendance, le pouvoir et les richesses d'une petite élite blanche de Rhodésie ont été accaparés par une minorité de Noirs tout aussi ségrégationnistes, dont de nombreux membres ont dominé le pays grâce au favoritisme durant plus de vingt-sept ans. Aujourd'hui, dans ce pays, les Noirs

luttent encore pour leurs droits fondamentaux, comme ils l'ont fait autrefois, à l'époque de la guerre de libération. » Les évêques dénoncent cette oppression comme un « péché avec lequel il ne peut y avoir aucun compromis ».

A Heilgendamm, les manifestants ont réclamé plus d'aide pour l'Afrique et les chefs d'Etats du G-8 ont, non sans hésitation, donné leur accord. Mais des personnes comme Rudo n'obtiendront rien tant que ceux qui sont au pouvoir ne se décideront pas à se mettre au service du bien commun. La lettre pastorale a donc réclamé un nouvel ordre public et une Constitution réellement acceptée par les citoyens.

Des collaborateurs de la Silveira House, un institut social des jésuites, sont venus former les membres de notre communauté paroissiale à l'enseignement social catholique. Nous avons besoin de pouvoir débattre librement sur l'avenir du pays, mais le régime ne le permet pas. Il reste cependant des petits espaces (ecclésiaux) de liberté où cela est tout de même possible. Par exemple, nous n'avons pas accès à la TV pour l'instant, mais nous préparons un enregistrement Video/DVD d'une discussion sur la lettre pastorale des évêques. Ces moyens nous permettent de toucher nos communautés. Il faut libérer les gens de la peur des dirigeants. Une des plus stupides affirmations qui courent dans le pays est : « Laissez la politique aux politiciens. » Le moins possible aux politiciens ! Le deuxième Synode africain des évêques (2009) se penchera sur les questions que pose une bonne gouvernance.

O. W.

(trad. P. Emonet)